

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone: 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 52 22 21
Mèl:Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

A R R E T E n° 2009-D2/B3-043 en date du 4 mars 2009
portant agrément d'une installation de dépollution et de
démontage de véhicules hors d'usage et modifiant l'arrêté
n° 2001-D2/B3-492 du 5 décembre 2001 autorisant
Monsieur le Directeur de la société Boisseau Pièces Auto
à exploiter, sous certaines conditions, 17, rue René
Descartes à Saint-Gervais-les-Trois-Clochers, un
établissement spécialisé dans le démontage et la
récupération de pièces automobiles sur des véhicules hors
d'usage, activité soumise à la réglementation des
installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées repris au Livre V – Titre IV du Code de l'environnement, partie réglementaire ;

Vu le décret n° 88-1040 du 14 novembre 1988 relatif à la vente ou à l'échange de certains objets mobiliers ;

Vu le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

Vu le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11 repris à la partie réglementaire du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-D2/B3-492 du 5 décembre 2001 autorisant la société BOISSEAU PIECES AUTO à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage avec récupération de pièces détachées à Saint Gervais Les Trois Clochers ;

Vu la demande d'agrément, présentée le 1^{er} octobre 2007, par la société BOISSEAU PIECES AUTO en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son site de Saint Gervais Les Trois Clochers ;

Vu l'avis de l'inspection des installations classées en date du 29 janvier 2009 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du

19 février 2009.

Considérant que la demande d'agrément présentée le 1^{er} octobre 2007 par la SARL BOISSEAU PIECES AUTO comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Considérant les engagements de la société BOISSEAU PIECES AUTO en réponse aux observations faites lors de l'inspection du 2 avril 2008.

Vu la lettre du 3 mars 2009 de la société Boisseau ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

ARRETE

Article 1

La société BOISSEAU PIECES AUTO, est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son site de Saint Gervais Les Trois Clochers.

L'agrément est délivré pour une durée de six ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Agrément n° PR-8600010-D

Article 2

La société BOISSEAU PIECES AUTO, est tenu, dans l'activité pour laquelle il est agréé à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3

L'arrêté préfectoral n° 2001-D2/B3-492 du 5 décembre 2001 susvisé est modifié comme suit :

Les dispositions de l'article 11.3 sont complétées par les dispositions suivantes :

"Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées et à l'entreposage des véhicules hors d'usage, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant :

pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline).

Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j sinon, la valeur de 35 mg/l sera retenue.

Hydrocarbures totaux inférieur à 10 mg/l.

Plomb inférieur à 0,5 mg/l.

Les dispositifs décanteur-deshuileur ou autres dispositifs d'effet équivalent font l'objet d'un entretien et d'un curage à une fréquence adaptée en vue d'assurer en toutes circonstances le respect des valeurs de rejet prescrites ci-dessus.

Les abords des points de rejets au milieu naturel sont maintenus propres et toujours accessibles pour y effectuer des prélèvements."

Les dispositions de l'article 12.2, 2^{ème} alinéa sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Les dispositions de portée générale s'appliquent tout particulièrement aux emplacements réservés aux stockages des VHU en attente de dépollution et aux emplacements réservés à la dépollution, le démontage et le lavage des véhicules."

Les dispositions de l'article 13.9 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"L'exploitant identifie et protège contre la foudre les équipements et installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement."

Les dispositions de l'article 14.1 sont complétées par les dispositions suivantes :

"Tout véhicule hors d'usage ne devra pas séjourner sur le chantier plus d'un an.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les sols de l'ensemble du site sont débarrassés en permanence de pièces éparses provenant des véhicules hors d'usage et de déchets de toute sorte.

L'exploitant est tenu de justifier la bonne élimination des déchets de son établissement. Il tient à jour un registre d'élimination des déchets dangereux, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du Code de l'environnement.

Il émet un bordereau de suivi de déchets dès qu'ils sont remis à un tiers et Il doit obtenir en retour un bordereau entièrement renseigné, dans les conditions prévues à l'article R.541-45 du Code de l'environnement et dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire de ce bordereau."

Les dispositions de l'article 16.3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"L'exploitant prend toutes dispositions pour éviter le développement des légionelles dans ses installations de production d'eau chaude en maintenant une température d'eau suffisante."

Article 4

Il est interdit de démonter les sous-ensembles de sécurité des véhicules contenant des éléments pyrotechniques en vue de la récupération de matières explosives. Les éléments explosifs des sous-ensembles de sécurité non commercialisables en l'état devront être traités conformément à la réglementation sur les explosifs.

Article 5

La société BOISSEAU PIECES AUTO tient le registre de police mentionné à l'article 6 du décret du 14 novembre 1988 susvisé.

Article 6

La société BOISSEAU PIECES AUTO est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Article 7

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers :

- Pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié ;
- Pour les tiers, le délai de recours est de quatre ans.

Article 8

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement:

1° - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie de Saint-Gervais-les-Trois-Clochers et précisera, notamment, qu'une copie de ce document est déposée à la mairie pour être mise à la disposition des intéressés. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et adressé au Préfet.

2° - L'exploitant devra, également, afficher un extrait de cet arrêté dans l'installation en cause.

3° - Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du demandeur dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 9

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Sous-Préfet de Châtelleraut, le Maire de Saint-Gervais-les-Trois-Clochers et l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la société Boisseau Pièces Auto, 17, rue René Descartes 86230 Saint-Gervais-les-Trois-Clochers.

- aux Directeurs Départementaux de l'Équipement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, des Services d'Incendie et de Secours, au Directeur Régional de l'Environnement et au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Fait à POITIERS, le 4 mars 2009

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne

Jean-Philippe Setbon

CAHIER DES CHARGES annexé à l'Agrément n° PR-8600010-D du 4 mars 2009

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigels et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé:

6°/ Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du systèmes communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.